

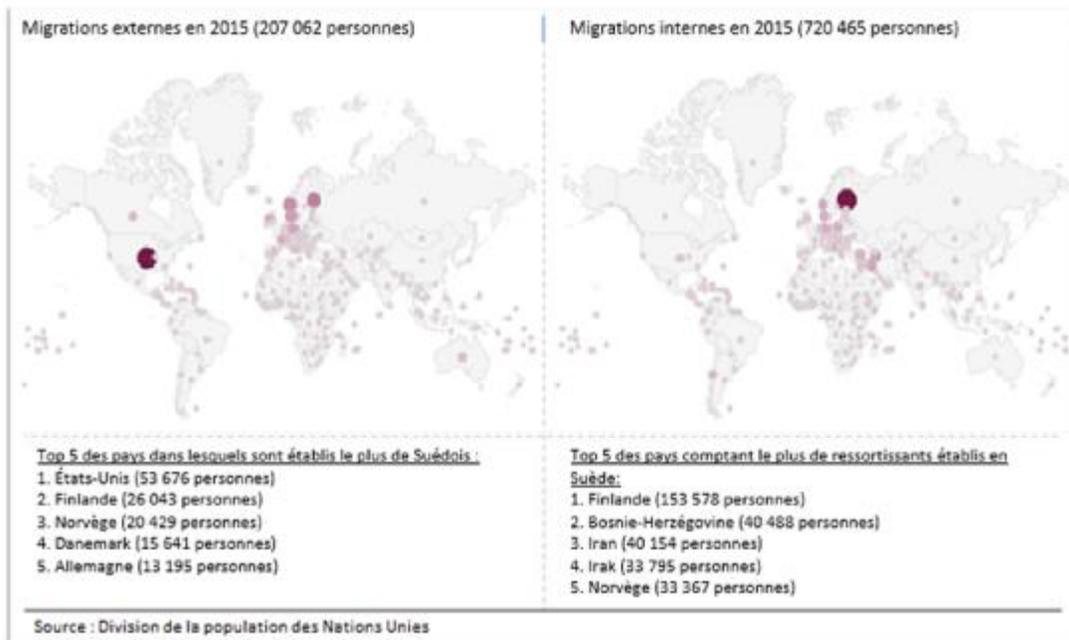
# Pratiques intelligentes qui renforcent la résilience des migrants

Suède

## CONTEXTE DU PAYS

La Suède est un important pays de destination pour les migrants internationaux depuis plusieurs années, mais depuis 2015, elle fait également office de voie de transit. Environ 17 % des habitants de la Suède sont des migrants internationaux<sup>97</sup>. Il s'agit d'une destination de choix pour tous les groupes de migrants vulnérables, en particulier pour les demandeurs d'asile, les réfugiés et les migrants en situation irrégulière. En juillet 2014, on comptait 114 175 réfugiés en Suède<sup>98</sup>. Dernièrement, le pays a également servi de voie de transit aux demandeurs d'asile qui se dirigent vers la Finlande et la Norvège<sup>99</sup>. Ces migrants voyagent jusqu'au nord de la Suède pour entrer en Norvège et en Finlande. Le nombre de demandeurs d'asile en Finlande a presque décuplé entre 2014 et 2015 (de 3 000 environ à plus de 32 000) et la plupart d'entre eux ont transité par la Suède<sup>100</sup>. La plupart des migrants syriens restent en Suède, tandis qu'une part importante des migrants irakiens, afghans et somaliens y ont seulement transité en 2015<sup>101</sup>.

Figure 3 : Migrations externes et internes depuis et vers la Suède en 2015



<sup>97</sup> Division de la population du Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies (2015), *Migration Wall Chart 2015*, consulté en mai 2016 : [www.un.org/en/development/desa/population/migration/publications/wallchart/docs/MigrationWallChart2015.pdf](http://www.un.org/en/development/desa/population/migration/publications/wallchart/docs/MigrationWallChart2015.pdf)

<sup>98</sup> HCR (non daté), *Sweden Country Page*, consulté en mai 2016 : <http://www.unhcr-northerneurope.org/where-we-work/sweden/>

<sup>99</sup> Entretiens menés par Dalberg avec la Croix-Rouge suédoise et la Croix-Rouge finlandaise

<sup>100</sup> Service de l'immigration finlandais (2016), *Statistics on Asylum and Refugees*, consulté en mai 2016 : [http://www.migri.fi/about\\_us/statistics/statistics\\_on\\_asylum\\_and\\_refugees](http://www.migri.fi/about_us/statistics/statistics_on_asylum_and_refugees)

<sup>101</sup> Entretien mené par Dalberg avec la Croix-Rouge suédoise

En Suède, les demandes d'asile ont augmenté de manière constante ces dernières années, d'environ 60 000 en 2013 à environ 163 000 en 2015. En 2015, la Suède a accueilli plus de demandeurs d'asile que jamais auparavant<sup>102</sup>. Parmi les 163 000 demandeurs d'asile, on comptait 115 000 hommes (soit 70 %) et 70 000 enfants (soit 40 %). Environ la moitié des enfants étaient non accompagnés. En 2015, les groupes de demandeurs d'asile les plus nombreux provenaient de Syrie (51 000), d'Afghanistan (42 000) et d'Irak (21 000) et comptaient pour environ 70 % des demandes reçues. Ces dernières années, le regroupement familial et la possibilité de fonder une famille font partie des moteurs les plus importants de la migration en Suède pour les migrants originaires de pays extérieurs à l'Union européenne (UE). En 2014, 42 000 personnes ont obtenu le statut de résident en Suède dans le cadre du regroupement familial<sup>103</sup>. La mise en place de contrôles aux frontières en Suède et dans l'UE ont entraîné une baisse radicale du nombre de demandeurs d'asile au cours des six premiers mois de 2016, et les chiffres sont aujourd'hui proches de leur niveau de 2013<sup>104</sup>.

La Suède accueille également un nombre important de migrants en situation irrégulière. On estime qu'entre 15 000 et 80 000 migrants irréguliers y sont établis<sup>105</sup>, soit 0,5 % de la population totale<sup>106</sup>. D'après l'Agence suédoise pour la migration, la plupart des migrants irréguliers en Suède ont décidé de rester dans le pays après avoir vu leur demande d'asile rejetée, afin d'éviter un renvoi forcé. D'autres migrants irréguliers disparaissent pour éviter leur transfert vers un autre pays de l'UE, tel que prévu par le règlement de Dublin<sup>107</sup>. En 2014, l'Agence suédoise pour la migration a transmis plus de 11 000 demandes de renvoi forcé à la police, dont 7 000 n'ont pas abouti, les migrants ayant disparu de leur lieu de résidence officiel<sup>108</sup>.

### Cadre politique et réglementaire

La Suède a toujours été généreuse envers les demandeurs d'asile et les réfugiés, ce qui a constitué un fort facteur d'attraction pour les migrants. Historiquement, le pays a toujours appliqué une politique migratoire ouverte et accueilli les demandeurs d'asile. La Suède accueille le plus grand nombre de demandeurs d'asile par habitant et le deuxième plus grand nombre de demandeurs d'asile en Europe. Tous les migrants, quel que soit leur statut, ont accès à des soins de santé de base et à l'éducation. Les demandeurs d'asile et les réfugiés bénéficient d'une couverture sociale et d'autres prestations du même type<sup>109</sup>. La Suède met également des solutions d'hébergement à disposition des demandeurs d'asile. Pendant la période d'examen de leur demande, les demandeurs d'asile sont dirigés vers des services d'accueil, qui prennent en charge leur hébergement et leur frais<sup>110</sup>. Il existe deux catégories principales de solutions d'hébergement : des appartements loués par l'Agence

---

<sup>102</sup> Conseil suédois pour la migration (2016), *Nearly 163,000 People Sought Asylum in Sweden in 2015*, consulté en mai 2016 : [www.migrationsverket.se/English/About-the-Migration-Agency/News-archive/News-archive-2016/2016-01-12-Nearly-163000-people-sought-asylum-in-Sweden-in-2015.html](http://www.migrationsverket.se/English/About-the-Migration-Agency/News-archive/News-archive-2016/2016-01-12-Nearly-163000-people-sought-asylum-in-Sweden-in-2015.html)

<sup>103</sup> Centrale fédérale allemande pour l'établissement des politiques (2015), *Current Trends in Immigration to Sweden*, consulté en mai 2016 : [www.bpb.de/gesellschaft/migration/laenderprofile/58629/current-trends](http://www.bpb.de/gesellschaft/migration/laenderprofile/58629/current-trends)

<sup>104</sup> Conseil suédois pour la migration (2016), statistiques, consultées en mai 2016 :

[www.migrationsverket.se/English/About-the-Migration-Agency/Facts-and-statistics-/Statistics.html](http://www.migrationsverket.se/English/About-the-Migration-Agency/Facts-and-statistics-/Statistics.html)

<sup>105</sup> En 2010, le Conseil suédois de protection de la santé et du bien-être estimait que 30 000 à 50 000 migrants irréguliers se trouvaient en Suède

<sup>106</sup> Van Aerschot et Daenzer (2014), *The Integration and Protection of Immigrants: Canadian and Scandinavian Critiques*

<sup>107</sup> Centrale fédérale allemande pour l'établissement des politiques (2015), *Irregular Migration in Sweden*, consulté en mai 2016 : [www.bpb.de/gesellschaft/migration/laenderprofile/58640/irregular-migration](http://www.bpb.de/gesellschaft/migration/laenderprofile/58640/irregular-migration)

<sup>108</sup> *Ibid.*

<sup>109</sup> Conseil suédois pour la migration (2016), *Protection and Asylum in Sweden*, consulté en mai 2016 :

[www.migrationsverket.se/English/Private-individuals/Protection-and-asylum-in-Sweden.html](http://www.migrationsverket.se/English/Private-individuals/Protection-and-asylum-in-Sweden.html)

<sup>110</sup> *Ibid.*

suédoise pour la migration, disponibles sur tout le territoire, et des centres d'accueil. Les demandeurs d'asile qui n'ont pas les moyens de subvenir à leurs propres besoins reçoivent des allocations journalières en espèces<sup>111</sup>.

En 2013, le gouvernement suédois a annoncé qu'il accorderait le statut de résident permanent à tous les demandeurs d'asile syriens. Toutefois, il a depuis adopté des politiques migratoires beaucoup plus contraignantes. À la suite d'une augmentation des demandes d'asile entre 2013 et 2015, la Suède a revu ses politiques migratoires et introduit des contrôles aux frontières fin 2015. Des contrôles d'identité ont été mis en place à la frontière avec le Danemark et un projet de loi a été élaboré pour réduire les permis de séjour permanents à des permis de séjour temporaires et limiter considérablement les regroupements familiaux<sup>112</sup>. Cette nouvelle loi, qui doit entrer en vigueur en juillet 2016, autorisera aux demandeurs d'asile qui obtiennent le statut de réfugié de recevoir un permis de séjour de trois ans. Les personnes qui peuvent bénéficier d'une protection subsidiaire recevront un permis de séjour valable 13 mois. Dans la plupart des cas, seuls les réfugiés qui ont obtenu un permis de séjour de trois ans pourront demander le regroupement de leur famille. Seuls certains membres des familles de réfugiés pourront en bénéficier, à savoir les époux et les enfants de moins de 18 ans. Si les réfugiés ne déposent pas leur demande de regroupement familial dans les trois mois qui suivent l'obtention de leur permis de séjour, ils devront prouver qu'ils sont en mesure de subvenir aux besoins de leur famille et notamment de s'assurer un logement de taille et de qualité suffisantes. Les demandeurs d'asile déboutés âgés de plus de 18 ans ne pourront plus bénéficier des logements et des allocations journalières fournis par l'Agence suédoise pour la migration<sup>113</sup>. Cette dernière mesure ne s'applique pas aux familles avec enfants ni aux mineurs non accompagnés.

Le durcissement des politiques migratoires a également eu un impact sur la qualité des services fournis. Pour faire face à l'afflux de demandeurs d'asile, la qualité des prestations qui leur sont offertes a été réduite. Si l'accès aux services reste le même, la taille des logements et l'ampleur des prestations ont dû être revus à la baisse. Par exemple, les demandeurs d'asile sont désormais hébergés dans des logements plus exigus<sup>114</sup>.

Tableau 7 : Principales politiques et réglementations relatives à la migration en Suède

Nom	Instrument juridique
Législation nationale sur l'immigration	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Loi sur les étrangers (Utlänningslagen, 2005 :716)</li> <li>• Amendement à la loi sur les étrangers de 2005 (2009)</li> <li>• Ordonnance sur les étrangers (Utlänningsförordningen, 2006 :97)</li> </ul>
Législation nationale sur l'asile	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Loi sur les étrangers (Utlänningslagen, 2005 :716)</li> </ul>

<sup>111</sup> *Ibid.*

<sup>112</sup> Gouvernement suédois (2016), Proposal to Temporarily Restrict the Possibility of Being Granted a Residence Permit in Sweden, consulté en mai 2016 : [www.government.se/press-releases/2016/05/proposal-to-temporarily-restrict-the-possibility-of-being-granted-a-residence-permit-in-sweden/](http://www.government.se/press-releases/2016/05/proposal-to-temporarily-restrict-the-possibility-of-being-granted-a-residence-permit-in-sweden/)

<sup>113</sup> Gouvernement suédois (2016), Government Proposes Measures to Create Respite for Swedish Refugee Reception, consulté en mai 2016 : [www.government.se/articles/2015/11/government-proposes-measures-to-create-respite-for-swedish-refugee-reception/](http://www.government.se/articles/2015/11/government-proposes-measures-to-create-respite-for-swedish-refugee-reception/)

<sup>114</sup> Caritas Suède (2016), Types of Accommodation Sweden, consulté en mai 2016 : [www.asylumineurope.org/reports/country/sweden/types-accommodation](http://www.asylumineurope.org/reports/country/sweden/types-accommodation)

Législation nationale sur le trafic de migrants et la traite d'êtres humains	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pauvreté et traite d'êtres humains : une stratégie pour lutter contre le trafic d'êtres humains (2003)</li> <li>• Prostitution et trafic d'êtres humains (2005)</li> <li>• Informations aux non-résidents victimes de crimes en Suède (2005)</li> </ul>
Instruments internationaux relatifs à la protection des migrants et de leur famille ratifiés par la Suède	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Convention de 1949 sur les travailleurs migrants de l'Organisation internationale du travail</li> <li>• Convention de 1951 et son protocole de 1967 relatifs au statut des réfugiés</li> <li>• Convention de 1975 sur les travailleurs migrants de l'Organisation internationale du travail</li> <li>• Convention de 1989 relative aux droits de l'enfant</li> <li>• Convention internationale de 1990 sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille</li> <li>• Protocole additionnel à la Convention des Nations Unies de 2000 contre la criminalité transnationale organisée visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants</li> <li>• Protocole de 2000 contre le trafic illicite de migrants par terre, air et mer, additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée</li> </ul>

## BESOINS ESSENTIELS DES MIGRANTS

De nombreux groupes de migrants sont présents en Suède, parmi lesquels les demandeurs d'asile et les réfugiés sont majoritaires, et chacun d'eux a des besoins spécifiques. Cette section traite des besoins des demandeurs d'asile, des réfugiés et des migrants irréguliers en Suède, qui constituent les groupes de migrants au sujet desquels nous avons pu recueillir le plus d'informations dans le cadre de la présente étude.

Tableau 8 : Résumé des besoins des migrants vulnérables en Suède pour chaque dimension de la résilience

<i>Dimension de résilience</i>	<i>Résumé des besoins</i>
<i>Systèmes de gouvernance et de réglementation</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La Suède applique des critères de protection très larges, en particulier en ce qui concerne la protection des droits des migrants, et offre des prestations généreuses aux demandeurs d'asile. Un projet de loi en cours d'élaboration fait peser la menace d'une restriction de ces critères.</li> <li>• Les migrants irréguliers, et particulièrement les femmes, sont susceptibles d'être exploités financièrement et sexuellement par des employeurs peu scrupuleux et devrait donc pouvoir bénéficier de l'application effective des protections juridiques existantes.</li> </ul>

---

<i>Capital financier</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le gouvernement octroie une allocation mensuelle aux demandeurs d'asile. Certains sont autorisés à travailler pour compléter cette allocation<sup>115</sup>.</li> <li>• Bien que les réfugiés aient pleinement le droit de travailler, beaucoup éprouvent des difficultés à trouver un emploi.</li> <li>• Les migrants irréguliers travaillent souvent pour des salaires réduits dans des conditions d'exploitation sans perspectives concrètes d'amélioration, par crainte d'être expulsés en raison de leur situation.</li> </ul>
<hr/>	
<i>Capital physique</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Tous les migrants, y compris les migrants irréguliers, ont accès à des soins de santé de base.</li> <li>• Le gouvernement fournit une allocation, un hébergement et des soins de santé gratuits aux demandeurs d'asile.</li> </ul>
<hr/>	
<i>Capital humain</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Tous les enfants migrants, y compris les enfants de migrants irréguliers et les mineurs non accompagnés, ont accès gratuitement au système éducatif public suédois.</li> <li>• Les informations concernant les droits des migrants et les prestations mises à leur disposition sont facilement accessibles.</li> </ul>
<hr/>	
<i>Capital social</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La Suède a toujours procédé au regroupement familial des réfugiés, mais l'adoption du projet de loi qui est en cours d'élaboration rendra le regroupement quasi impossible.</li> <li>• L'intégration complète au sein de la société reste un problème pour nombre de réfugiés, dont l'accès au reste de la société est limité du fait qu'ils sont logés en périphérie des villes ou dans les zones rurales.</li> </ul>
<hr/>	
<i>Capital naturel</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La Suède est politiquement stable et la menace d'une catastrophe naturelle y est faible. Aucune menace extérieure significative ne pèse sur la sécurité des migrants.</li> </ul>

### Systèmes de gouvernance et de réglementation

La Suède applique des critères de protection très larges en faveur des demandeurs d'asile, en particulier en ce qui concerne la protection de leurs droits, et offre des prestations généreuses aux demandeurs d'asile et aux réfugiés. Toutefois, un projet de loi en cours d'élaboration fait peser la menace d'une restriction de ces critères. D'après la loi sur les étrangers, il existe trois catégories de

---

<sup>115</sup> Travailler en étant demandeur d'asile. Les demandeurs d'asile doivent subvenir à leurs besoins pendant l'examen de leur demande. Pour avoir le droit de travailler en étant demandeur d'asile, la personne doit détenir une attestation (AT-UND) qui certifie qu'elle est exemptée de l'obligation de disposer d'un permis de travail. Cette exemption est accordée si la personne remplit les conditions suivantes : elle détient des papiers d'identité officiels ou est en mesure de prouver son identité, sa demande d'asile est examinée en Suède et les raisons motivant sa demande sont valables. Le demandeur d'asile n'obtiendra pas de certificat AT-UND s'il s'est vu notifier une interdiction de pénétrer sur le territoire avec effet immédiat. Si un demandeur d'asile ne parvient pas à trouver un emploi, il peut acquérir une expérience pratique non rémunérée au sein d'une entreprise ou d'une organisation. Source : <http://www.migrationsverket.se/English/Private-individuals/Protection-and-asylum-in-Sweden/While-you-are-waiting-for-a-decision/Work.html>

personnes qui peuvent bénéficier du droit à la protection : les réfugiés, les personnes qui ont besoin d'une protection subsidiaire et les personnes qui ont besoin de protection pour d'autres raisons<sup>116</sup>. Les personnes qui peuvent bénéficier de ces mesures de protection comprennent les personnes qui fuient la persécution en vertu de la Convention de 1951 relative aux réfugiés, ainsi que les personnes qui risquent la peine de mort, la torture ou d'autres peines ou traitements inhumains ou dégradants dans leur pays d'origine. Jusqu'à présent, la Suède accordait un permis de séjour permanent aux réfugiés et aux personnes qui avaient besoin d'une protection subsidiaire. Toutefois, l'adoption d'une loi temporaire de trois ans devrait réduire la durée des permis de séjour à trois ans pour les réfugiés et à 13 mois pour les personnes qui ont besoin d'une protection subsidiaire<sup>117</sup>. Par ailleurs, les personnes qui ont besoin de protection pour d'autres raisons n'auront plus droit à un permis de séjour<sup>118</sup>.

De nombreux migrants irréguliers sont exploités par des employeurs peu scrupuleux et devraient pouvoir bénéficier d'une protection juridique. Une étude récente des Nations Unies a montré que les migrants qui se rendent en Suède pour travailler doivent souvent payer des frais exorbitants à des agences de placement ou des intermédiaires pour obtenir un emploi<sup>119</sup>. Dans le secteur de la restauration, les employeurs demandent parfois de l'argent en échange d'une offre d'emploi. Les travailleurs migrants sont également victimes de divers procédés de coercition, tels que la menace, l'isolement, la surveillance abusive et la confiscation de leurs papiers officiels au moment du recrutement ou sur le lieu de travail. À l'occasion d'un groupe de discussion organisé avec des migrants irréguliers originaires de Mongolie, les participants ont indiqué avoir été victimes d'exploitation systématique et avoir travaillé un nombre important d'heures pour un salaire réduit et dans des conditions hostiles<sup>120</sup>. Un des participants a notamment déclaré : « ils nous violent, font ce qu'ils veulent de nous »<sup>121</sup>.

### Capital financier

En Suède, les demandeurs d'asile peuvent travailler pour subvenir à leurs besoins mais la plupart d'entre eux éprouvent des difficultés à trouver un emploi et reçoivent une petite allocation de la part du gouvernement. Pendant la période d'examen de leur demande, les demandeurs d'asile peuvent demander une carte AT-UND, qui leur permet d'occuper un emploi sans détenir de permis de travail<sup>122</sup>. Le statut AT-UND est valable jusqu'à l'obtention d'un permis de séjour ou le rejet de la demande d'asile. Toutefois, les demandeurs d'asile ne peuvent généralement pas travailler dans les

---

<sup>116</sup> Gouvernement suédois (2005), Loi sur les étrangers, consulté en mai 2016 :

<http://www.government.se/government-policy/migration/aliens-act/>

<sup>117</sup> Gouvernement suédois (2016), *Proposal to Temporarily Restrict the Possibility of Being Granted a Residence Permit in Sweden*, consulté en mai 2016 : [www.government.se/press-releases/2016/05/proposal-to-temporarily-restrict-the-possibility-of-being-granted-a-residence-permit-in-sweden/](http://www.government.se/press-releases/2016/05/proposal-to-temporarily-restrict-the-possibility-of-being-granted-a-residence-permit-in-sweden/) (les principaux acteurs du domaine de la migration interrogés pendant une visite dans le pays considèrent comme très probable ce changement de politique)

<sup>118</sup> *Ibid.*

<sup>119</sup> Ollus, Jokinen et Joutsen. (2013). *Exploitation of migrant workers in Finland, Sweden, Estonia and Lithuania: Uncovering the links between recruitment, irregular employment practices and labour trafficking*, consulté en mai 2016 : [www.cbss.org/wp-content/uploads/2012/11/HEUNI-report-75-15102013.pdf](http://www.cbss.org/wp-content/uploads/2012/11/HEUNI-report-75-15102013.pdf)

<sup>120</sup> Groupe de discussion avec des migrants mongols organisé par Dalberg

<sup>121</sup> *Ibid.*

<sup>122</sup> Conseil suédois pour la migration (2016), *Working While you Are an Asylum Seeker*, consulté en mai 2016 : [www.migrationsverket.se/English/Private-individuals/Protection-and-asylum-in-Sweden/While-you-are-waiting-for-a-decision/Work.html](http://www.migrationsverket.se/English/Private-individuals/Protection-and-asylum-in-Sweden/While-you-are-waiting-for-a-decision/Work.html)

domaines qui requièrent des certificats de compétences et doivent se contenter d'emplois non qualifiés. De plus, compte tenu des exigences linguistiques et de la pénurie d'offres, il est difficile de trouver un emploi. Le gouvernement accorde des allocations aux demandeurs d'asile sans emploi pour les aider à subvenir à leurs besoins. Les demandeurs d'asile adultes et célibataires logés et nourris par des agences gouvernementales reçoivent une allocation journalière de 24 couronnes suédoises (3 dollars É.U.). Ceux qui sont logés mais ne sont pas nourris reçoivent une allocation de 71 couronnes suédoises (9 dollars É.U.)<sup>123</sup>. Les familles reçoivent des allocations plus généreuses. Toutefois, ces allocations ne suffisent pas à couvrir le coût de la vie élevé en Suède<sup>124</sup>.

Bien que les migrants aient pleinement le droit de travailler, beaucoup éprouvent des difficultés à trouver un emploi. D'après des données de l'OCDE, 16,6 % des résidents suédois nés à l'étranger étaient sans emploi, un chiffre vraisemblablement plus élevé parmi les réfugiés. En comparaison, au cours de la même période, 6,2 % de la population active autochtone était sans emploi<sup>125</sup>. D'après le Service public de l'emploi suédois (Arbetsförmedlingen), au moins 35 % des personnes inscrites au chômage en Suède étaient des migrants ou des personnes nées à l'étranger<sup>126</sup>.

Les migrants irréguliers travaillent souvent pour des salaires réduits dans des conditions d'exploitation, sans perspectives concrètes d'amélioration, par crainte d'être expulsés en raison de leur situation. Au cours de discussions de groupe, des migrants mongols ont fait part des conditions d'exploitation dans lesquelles ils sont obligés de travailler – une migrante a déclaré devoir travailler deux fois plus que ses collègues pour un salaire moitié moins élevé. Ils ont également exprimé leurs craintes de dénoncer leur situation à la police, à cause du risque d'expulsion qu'ils encourent<sup>127</sup>.

### Capital physique

Tous les migrants, y compris les migrants irréguliers, ont accès à des soins de santé gratuits en cas de « problème de santé ou de problème dentaire qui requiert une attention immédiate »<sup>128</sup>. Les demandeurs d'asile et les migrants irréguliers ont également le droit à des soins pendant l'accouchement, à un avortement médicalisé, à des conseils en matière de contraception, à des soins de santé maternelle et à des soins en cas de maladie contagieuse, conformément à la Loi sur la prévention des maladies contagieuses. Les mineurs de moins de 18 ans disposent des mêmes droits d'accès aux soins de santé et aux soins dentaires que les autres mineurs résidant en Suède<sup>129</sup>. De plus,

---

<sup>123</sup> Conseil suédois pour la migration (2016), *Financial Support*, consulté en mai 2016 : [www.migrationsverket.se/English/Private-individuals/Protection-and-asylum-in-Sweden/While-you-are-waiting-for-a-decision/Financial-Support.html](http://www.migrationsverket.se/English/Private-individuals/Protection-and-asylum-in-Sweden/While-you-are-waiting-for-a-decision/Financial-Support.html)

<sup>124</sup> Entretien mené par Dalberg avec un demandeur d'asile

<sup>125</sup> Données de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)

<sup>126</sup> [www.dn.se/nyheter/sverige/utanforskaret-skulle-minska-sa-har-blev-det/](http://www.dn.se/nyheter/sverige/utanforskaret-skulle-minska-sa-har-blev-det/)

<sup>127</sup> Groupe de discussion avec des migrants mongols organisé par Dalberg

<sup>128</sup> <http://www.migrationsverket.se/English/Private-individuals/Protection-and-asylum-in-Sweden/While-you-are-waiting-for-a-decision/Health-care.html> Note : la Loi de 2013 sur les soins de santé pour les étrangers en situation irrégulière en Suède (*Lag (2013 :407) om hälso- och sjukvård till vissa utlänningar som vistas i Sverige utan nödvändiga tillstånd*) garantit aux migrants irréguliers le même accès aux soins de santé et aux soins dentaires que celui accordé aux demandeurs d'asile. [http://www.riksdagen.se/sv/dokument-lagar/dokument/svensk-forfattningssamling/lag-2013407-om-halso--och-sjukvard-till-vissa\\_sfs-2013-407](http://www.riksdagen.se/sv/dokument-lagar/dokument/svensk-forfattningssamling/lag-2013407-om-halso--och-sjukvard-till-vissa_sfs-2013-407)

<sup>129</sup> *Ibid.*

les comtés suédois peuvent décider d'offrir aux migrants des soins de santé plus complets que le minimum fixé par la loi<sup>130</sup>.

Le gouvernement fournit une allocation et un hébergement gratuit aux demandeurs d'asile. Lorsque l'asile leur est accordé, le gouvernement les accompagne dans la recherche d'un logement permanent. Dans l'attente du traitement de leur demande, l'Agence suédoise pour la migration fournit aux demandeurs d'asile un logement provisoire aussi longtemps que nécessaire<sup>131</sup>. Ces logements sont fournis en fonction de leur disponibilité et la plupart d'entre eux sont situés dans des zones rurales. Les demandeurs d'asile qui obtiennent le statut de réfugié sont autorisés à occuper les logements fournis par l'Agence suédoise pour la migration jusqu'à ce que celle-ci ou le Service public de l'emploi suédois leur trouve un nouveau logement<sup>132</sup>.

### Capital humain

Tous les enfants migrants, y compris les enfants de migrants irréguliers et les mineurs non accompagnés, ont accès gratuitement au système éducatif public suédois. Les enfants demandeurs d'asile ont pleinement accès au système éducatif suédois. De plus, la Loi suédoise sur l'éducation considère les enfants sans papiers comme des résidents suédois, ce qui leur garantit le droit à une éducation primaire dans leur commune de résidence s'ils débutent leur scolarité avant l'âge de 18 ans. Ce droit s'étend également aux enfants de demandeurs d'asile déboutés qui résident toujours illégalement dans le pays<sup>133</sup>.

En Suède, les migrants adultes ont droit à des cours de langues et des formations professionnelles. Les personnes âgées de plus de 16 ans peuvent participer gratuitement au programme « le suédois pour les migrants ». Il s'agit d'un programme national d'enseignement du suédois, offert à tous les migrants et obligatoire pour les réfugiés établis dans le pays. Auparavant, ces cours de langue étaient également offerts à tous les demandeurs d'asile mais ce volet du programme a été supprimé. Les migrants ont également droit à une formation professionnelle, pour autant que l'agence nationale pour l'emploi décide, à l'issue d'une évaluation, qu'une formation a le potentiel d'améliorer les possibilités du migrant concerné de trouver un emploi. Ces formations durent en général six mois et leur contenu dépend des besoins du marché du travail. Le gouvernement octroie une allocation et une assurance aux personnes qui participent à ces formations<sup>134</sup>.

Les informations concernant les droits des migrants et les prestations mises à leur disposition sont facilement accessibles. Le gouvernement suédois fait preuve de transparence au sujet des droits des demandeurs d'asile et des prestations disponibles. Les demandeurs d'asile peuvent consulter le statut de leur demande sur le site Web de l'Agence suédoise pour la migration, qui fournit également des

---

<sup>130</sup> [http://www.riksdagen.se/sv/dokument-lagar/dokument/svensk-forfattningssamling/lag-2013407-om-halso-och-sjukvard-till-vissa\\_sfs-2013-407](http://www.riksdagen.se/sv/dokument-lagar/dokument/svensk-forfattningssamling/lag-2013407-om-halso-och-sjukvard-till-vissa_sfs-2013-407)

<sup>131</sup> Conseil suédois pour la migration (2016), *Accommodation*, consulté en mai 2016 :

[www.migrationsverket.se/English/Private-individuals/Protection-and-asylum-in-Sweden/While-you-are-waiting-for-a-decision/Accommodation.html](http://www.migrationsverket.se/English/Private-individuals/Protection-and-asylum-in-Sweden/While-you-are-waiting-for-a-decision/Accommodation.html)

<sup>132</sup> Conseil suédois pour la migration (2016), *When you Have Received a Decision on Your Asylum Application*, consulté en mai 2016 : [www.migrationsverket.se/English/Private-individuals/Protection-and-asylum-in-Sweden/When-you-have-received-a-decision-on-your-asylum-application/If-you-are-allowed-to-stay/Permanent-residence-permits.html](http://www.migrationsverket.se/English/Private-individuals/Protection-and-asylum-in-Sweden/When-you-have-received-a-decision-on-your-asylum-application/If-you-are-allowed-to-stay/Permanent-residence-permits.html)

<sup>133</sup> Rapport du parlement suédois (2012), *Utbildning för barn som vistas i landet utan tillstånd*, consulté en mai 2016 : <http://bit.ly/1GfU4uO>.

<sup>134</sup> Service public de l'emploi suédois (non daté), *Are you new in Sweden?*, consulté en mai 2016 : [www.arbetsformedlingen.se/For-arbetssookande/Stod-och-service/Fa-extra-stod/Ny-i-Sverige.html](http://www.arbetsformedlingen.se/For-arbetssookande/Stod-och-service/Fa-extra-stod/Ny-i-Sverige.html)

informations sur les prestations offertes<sup>135</sup>. De plus, plusieurs organisations, dont la Croix-Rouge suédoise et Caritas, renseignent les migrants sur leurs droits et les prestations mises à leur disposition en Suède<sup>136</sup>.

### Capital social

La Suède a toujours procédé au regroupement familial des réfugiés, mais le projet de loi qui est en cours d'élaboration rendra le regroupement quasi impossible. Conformément à la législation suédoise, toute personne qui obtient le statut de réfugié en Suède peut demander à étendre son permis de séjour à son époux et à ses enfants célibataires de moins de 18 ans<sup>137</sup>. En 2015, la Suède a délivré 13 400 visas au titre du regroupement familial<sup>138</sup>. Toutefois, si la loi est adoptée, celle-ci limitera de manière significative les possibilités de regroupement familial. Dans la plupart des cas, seuls les réfugiés soumis à quota et les demandeurs d'asile qui obtiennent le statut de réfugié et un permis de séjour valable trois ans pourront bénéficier du regroupement familial. De plus, si la demande de regroupement familial intervient plus de trois mois après l'octroi du statut de réfugié, ceux-ci devront être en mesure de prouver qu'ils peuvent subvenir aux besoins des membres de leur famille<sup>139</sup>.

Bien que la Suède investisse largement dans la promotion de l'intégration, la pleine intégration au sein de la société reste un problème pour nombre de réfugiés, dont l'accès au reste de la société est limité du fait qu'ils sont logés en périphérie des villes ou dans les zones rurales. L'intégration des migrants fait partie des priorités essentielles du gouvernement suédois. En 2010, la réforme sur l'établissement des réfugiés a été adoptée pour faciliter l'intégration des migrants et de leur famille dans le marché du travail et au sein de la société. La Suède investit également beaucoup dans l'intégration : en 2016, le budget de l'État suédois pour le processus d'intégration des migrants nouvellement arrivés s'élevait à 21 milliards de couronnes suédoises (environ 2,55 milliards de dollars É.U.)<sup>140</sup>. Toutefois, un examen sur l'intégration réalisé par l'OCDE a montré que les compétences de base, la langue, l'emploi et la discrimination restaient des défis importants qui compliquent l'intégration des migrants<sup>141</sup>.

---

<sup>135</sup> Conseil suédois pour la migration, consulté en mai 2016 : <http://www.migrationsverket.se/>

<sup>136</sup> Caritas Suède (2016), *Country Report Sweden*, consulté en mai 2016 :

[www.asylumineurope.org/reports/country/sweden](http://www.asylumineurope.org/reports/country/sweden)

<sup>137</sup> Gouvernement suédois (2016), *Government Proposes Measures to Create Respite for Swedish Refugee Reception*, consulté en mai 2016 : [www.government.se/articles/2015/11/government-proposes-measures-to-create-respice-for-swedish-refugee-reception/](http://www.government.se/articles/2015/11/government-proposes-measures-to-create-respice-for-swedish-refugee-reception/)

<sup>138</sup> Global government forum (2016), *A Family Reunification Dilemma for the EU*, consulté en mai 2016 :

[www.globalgovernmentforum.com/family-reunification-dilemma-for-eu/](http://www.globalgovernmentforum.com/family-reunification-dilemma-for-eu/)

<sup>139</sup> Gouvernement suédois (2016), *Government Proposes Measures to Create Respite for Swedish Refugee Reception*, consulté en mai 2016 : [www.government.se/articles/2015/11/government-proposes-measures-to-create-respice-for-swedish-refugee-reception/](http://www.government.se/articles/2015/11/government-proposes-measures-to-create-respice-for-swedish-refugee-reception/)

<sup>140</sup> Commission européenne, (2016), *Sweden: 21 Billion SEK Earmarked for Integration Efforts for Newly Arrived Immigrants in the 2016 State budget*, consulté en mai 2016 : <https://ec.europa.eu/migrant-integration/news/sweden-21-billion-sek-earmarked-for-integration-efforts-for-newly-arrived-immigrants-in-the-2016-state-budget?pdf=1>.

<sup>141</sup> OCDE (2014), *Finding a Way: A Discussion of the Swedish Migrant Integration System*, consulté en mai 2016 : [www.oecd.org/migration/swedish-migrant-integration-system.pdf](http://www.oecd.org/migration/swedish-migrant-integration-system.pdf)

## MESURES PRINCIPALES

Cette section traite des mesures mises en place pour répondre aux besoins des demandeurs d'asile, des réfugiés et des migrants irréguliers en Suède, qui constituent les principaux groupes de migrants au sujet desquels nous avons pu recueillir le plus d'informations dans le cadre de la présente étude. Partout en Suède, les migrants dont le statut entre dans le cadre de la loi bénéficient de prestations généreuses, en particulier par rapport à d'autres pays de l'Union européenne. Le principal acteur dans ce domaine est le Conseil suédois pour la migration de l'Agence suédoise pour la migration.

Tableau 9 : Résumé des prestations fournies aux réfugiés en Suède

			Organisme prestataire
Systèmes de gouvernance et de réglementation (droit de quitter le pays / droit de transiter par le pays / droit de séjourner dans le pays)			<p>Le Conseil suédois pour la migration est responsable de toutes les décisions relatives aux migrants, y compris des demandes d'asile.</p> <p>La police assure la protection de tous les groupes de migrants vulnérables contre les menaces, l'exploitation et la maltraitance.</p> <p>La société civile participe activement à la sensibilisation aux questions liées à la migration. Les principaux acteurs dans ce domaine sont, entre autres, la Croix-Rouge suédoise, l'Église de Suède et Caritas.</p> <p>Le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) participe à la surveillance de l'espace juridique et intervient lorsque les droits des migrants ne sont pas respectés.</p>
Capital financier	Création de revenu	de	Le statut AT-UND, qui exempte les demandeurs d'asile de permis de travail, permet de travailler en Suède pendant l'examen de la demande.
	Filet de sécurité	de	L'Agence suédoise pour la migration octroie une allocation mensuelle aux demandeurs d'asile en attente d'une décision et aux demandeurs d'asile déboutés qui attendent leur renvoi.
Capital physique	Logement		L'Agence suédoise pour la migration fournit un logement aux demandeurs d'asile en attente d'une décision et aux demandeurs d'asile déboutés qui attendent leur renvoi. Les familles sont hébergées dans des logements individuels.
	Alimentation		L'Agence suédoise pour la migration assure la distribution de repas dans les centres d'accueil de l'État et octroie une allocation repas aux demandeurs d'asile hébergés en dehors de ces centres.
	Santé		Tous les migrants ont accès à des soins de santé gratuits dans les établissements du système de santé public suédois en cas de problème de santé ou de problème dentaire qui requiert une attention immédiate.
	Eau, assainissement et promotion de l'hygiène		Les logements fournis aux demandeurs d'asile par l'Agence suédoise pour la migration disposent des équipements d'alimentation en eau et d'assainissement adéquats.

	Articles non alimentaires	L'Agence suédoise pour la migration fournit aux demandeurs d'asile une petite allocation quotidienne, qui peut servir à l'achat d'articles non alimentaires essentiels.
	Santé mentale	La Croix-Rouge suédoise a mis en place des centres de soutien psychologique dédiés aux traumatismes liés aux voyages migratoires. Toutefois, les besoins en soins de santé mentale restent énormes.
Capital humain	Éducation scolaire et formation professionnelle	Les enfants de migrants ont accès gratuitement au système éducatif public. Les migrants adultes peuvent assister aux cours de langue du programme « Le suédois pour les migrants ». Les migrants comme les réfugiés peuvent s'inscrire à des formations professionnelles.
	Informations sur les droits des migrants	Le Conseil suédois pour la migration et les acteurs de la société civile mettent à disposition des migrants des informations claires et facilement accessibles concernant leurs droits. L'exemple le plus probant est le fascicule de 88 pages publié par le Réseau suédois des groupes de soutien aux réfugiés, qui fournit des informations sur le soutien aux migrants ainsi que sur leurs droits en Suède.
	Informations pratiques	Le site Web du Conseil suédois pour la migration fournit aux demandeurs d'asile des informations claires et détaillées sur le processus de demande. Des organisations de la société civile telles que la Croix-Rouge suédoise et Caritas fournissent également des informations pratiques aux migrants.
Capital social	Famille	La Croix-Rouge suédoise propose un service de recherche des personnes et de rétablissement des liens familiaux aux migrants séparés de leurs proches.
	Société	En 2010, la Suède a adopté la réforme sur l'établissement des réfugiés afin de faciliter l'intégration des réfugiés au sein de la société. Cette réforme a centralisé la responsabilité de l'intégration des réfugiés, qui a été intégralement confiée au gouvernement. Les programmes mis en place dans le cadre de cette réforme ont pour objectif d'aider les réfugiés à améliorer leurs compétences et à trouver un emploi, de réduire la discrimination et d'améliorer l'intégration des réfugiés dans les communautés locales.
Capital naturel		La Suède offre un environnement sûr et politiquement stable aux demandeurs d'asile. Ainsi, il est peu pertinent que les prestataires de services ou le gouvernement s'attachent à répondre aux besoins liés à ce capital.